

Colombie : la violence sans fin



L'Assassinat il y a quelques jours d'une autre dirigeante communautaire en Colombie montre comment dans ce pays sud-américain le climat de violence et d'impunité tend à se perpétuer face à l'incompétence des autorités qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas garantir le droit à la vie et à la paix d'une partie de la population.

Le Bureau de l'ONU à Bogotá a appelé le gouvernement que préside Iván Duque à réagir et à mettre fin à ce que plusieurs analystes qualifient d'extermination planifiée et systématique d'activistes et de leaders sociaux qui luttent pour la défense des garanties fondamentales pour les paysans, les indiens, les femmes, les syndicalistes et les travailleurs.

Jusqu'à présent, la signature des accords de paix avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, les FARC-AP ne se sont pas traduits par un soulagement pour ceux qui vivent sous les assauts de groupes irréguliers au service des gros propriétaires terriens ou de bandes du crime organisé.

Iván Duque et son entourage du parti Centre Démocratique, conservateur, fondé par l'ancien chef d'état Alvaro Uribe, ont exprimé leur opposition, avant l'accession au pouvoir, à toute négociation avec la guérilla et ils sont en train de conduire ainsi les accords de paix avec la guérilla à une impasse.

L'attentat contre une école d'officiers de la police dans la capitale colombienne a servi de prétexte à Iván Duque pour s'attaquer au processus de négociations avec l'autre groupe rebelle, l'ALN, l'Armée de Libération Nationale.

Dans le cadre d'une série de mesures précipitées, le gouvernant a rompu de façon unilatérale les conversations avec l'ALN, conversations qui se déroulaient à La Havane à la demande des deux parties. Il a commis l'erreur d'exiger de Cuba la remise des représentants du groupe de la guérilla, violant ainsi le protocole en cas de rupture qui établit les conditions pour le retour de cette délégation à son pays.

Iván Duque a signalé que cet accord a été signé par son prédécesseur, Juan Manuel Santos et qu'il ne s'agit pas d'un accord d'état, raison pour laquelle il ne se sent pas dans l'obligation de le respecter.

Cuba, pays siège et la Norvège qui fait partie du groupe de pays garants, ont rappelé à la Colombie que le protocole à un caractère légal mais elles n'ont pas été les seules à le faire.

Juan Camilo Restrepo, ex-chef de la délégation gouvernementale au dialogue de La Havane a lui-même signalé que ce document est contraignant pour l'état colombien qui est obligé par la loi à l'appliquer.

Dans la région il y a des antécédents sur la façon dont différents gouvernements ont respecté les accords négociés par des gouvernements précédents comme cela a été le cas au Guatemala où l'annonce officielle du début des prises de contact avec l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque a été faite par le président Jorge Serrano Elias en 1991.

Les négociations se sont poursuivies sous le mandat de Ramiro de León Carpió, entre 1993 et 1996 et c'est en décembre de cette même année-là qu'Alvaro Arzú a signé la paix avec l'URNG.

Bien qu'il y ait eu des moments difficiles, la volonté de mettre fin au conflit armé qui a coûté la vie à plus de 200 mille personnes s'est imposé et c'est ce que le monde attend du président colombien pour que son peuple, comme le stipule la Constitution de ce pays, puisse exercer son droit à la paix et à la tranquillité.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/182122-colombie-la-violence-sans-fin>



Radio Habana Cuba